



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône - Saône

Villeurbanne, le 4 avril 2014

Affaire suivie par : Jonathan CREQUER  
Pascal RESTELLI  
Cellule Santé Sol Sous-sol Déchets/Déchets  
Tél. : 04 72 44 12 09  
Télécopie : 04 72 44 12 57  
Courriel : pascal.restelli@  
developpement-durable.gouv.fr  
réf : UTRS-CS-14-G3718A02-JC0404

Objet :	Mise en place des Garanties financières pour la mise en sécurité des installations
P. J. :	Un projet d'arrêté préfectoral
Réf.	Transmission de l'exploitant du 25 novembre 2013 complétée le 21 mars 2014

**DEPARTEMENT DU RHONE  
STEP de Saint-Fons**

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES  
SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

**Rapport de l'Inspecteur de l'Environnement**

**Raison sociale :**

COMMUNAUTE URBAINE DE LYON

**Adresse du siège social :**

GRAND LYON – Direction de l'Eau  
20 rue du Lac – BP 3103 – 69399 Lyon Cedex 03

**Adresse de l'établissement :**

37 rue des Frères Perret  
69190 Saint-Fons

**Activité principale :**

Station d'épuration urbaine

**Code GIDIC de l'établissement :**

61.3718

**Personne à convoquer**

**M. PEILLON**

Responsable Service Usines  
Téléphone : 04.69.64.54.20  
Télécopie : 04.78.94.57.28  
email : fpeillon@grandlyon.org

Copies à : REMIPP - 2PSE  
CHRONO  
C4SD/D

## 1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le code de l'environnement (articles L. 516-1 et L. 516-2 et articles R. 516-1 à R. 516-6) fixe l'obligation de constituer des garanties financières. Cette obligation, déjà applicable notamment aux installations de stockage de déchets, aux carrières et aux installations soumises à la directive SEVESO « seuil haut », a été étendue par le décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 à certaines installations susceptibles de générer des pollutions importantes des sols ou des eaux.

Pour ces dernières et conformément à l'article R. 516-2-IV, les garanties financières visent la mise en sécurité des installations imposée en application des dispositions des articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25, lors de la cessation des activités. Elles sont destinées à suppléer une défaillance éventuelle de l'exploitant. Elles peuvent notamment résulter, au choix de l'exploitant, de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

Deux arrêtés ministériels du 31 mai 2012 définissent :

- la liste des installations visées et le planning de mise en œuvre pour les installations existantes ;
- les modalités de calcul de ces garanties financières. Ce calcul prend notamment en compte 5 types de coûts : coûts associés à la gestion des déchets et des produits dangereux, à la neutralisation des cuves enterrées, à la limitation des accès, au gardiennage du site, ainsi qu'au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement.

Pour les installations existantes soumises au titre de l'annexe I et de la première des deux colonnes de l'annexe II de l'arrêté du 31 mai 2012, l'échéancier de constitution prévoit que les garanties financières soient constituées à hauteur de 20 % dans un délai de deux ans à compter du 1er juillet 2012, soit au 1er juillet 2014.

Pour les installations existantes soumises au titre de la deuxième colonne de l'annexe 2, l'échéancier de constitution est décalé de cinq ans.

Lorsque le montant des garanties financières est inférieur à 75 000 € TTC, l'exploitant n'a pas l'obligation de consigner les sommes correspondantes. Dans ce cas une lettre préfectorale actant le calcul réalisé est transmise à l'exploitant.

## 2. SITUATION ADMINISTRATIVE

La Communauté Urbaine de Lyon est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2006 modifié à exercer notamment l'incinération de boues en provenance de la station d'épuration des eaux urbaines de Saint-Fons.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes soumises à autorisation :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa concernés par l'échéance du 1 <sup>er</sup> juillet 2012
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux

Par courrier du 21 mars 2014, la Communauté Urbaine de Lyon a fourni un calcul du montant de la garantie financière pour ses installations de Saint-Fons concernées par l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Pour la détermination du coût associé à la gestion des déchets, le calcul présenté prend notamment comme hypothèse les quantités maximales suivantes de déchets en attente de traitement ou produit sur le site :

- Boues déshydratées : 600 tonnes
- Refus d'incinération brut : 50 tonnes
- Cendres : 30 tonnes
- Hypochlorite de sodium : 50 tonnes

- Ammoniac ou urée : 17 tonnes
- Soude : 13 tonnes
- Fuel : 104 tonnes
- Charbon actif : 4 tonnes
- Bicarbonate de sodium : 50 tonnes

Le calcul global conduisant à un montant de 510 296 € TTC a été justifié par l'exploitant.

### 3. PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R .516-1 du Code de l'Environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Rhône de fixer par arrêté complémentaire le montant des garanties financières applicables à la Communauté Urbaine de Lyon à 510 296 € TTC tel que précisé au paragraphe 2.

Le calcul de ces garanties financières a été proposé par l'exploitant sur la base d'une limitation des quantités de déchets présents sur le site. Dans la mesure où aucun acte administratif ne précise ce point, il est proposé à M. le Préfet du Rhône que l'arrêté complémentaire fixe également les quantités maximales de déchets en attente de traitement ou produit sur le site :

- Boues déshydratées : 600 tonnes
- Refus d'incinération brut : 50 tonnes
- Cendres : 30 tonnes
- Hypochlorite de sodium : 50 tonnes
- Ammoniac ou urée : 17 tonnes
- Soude : 13 tonnes
- Fuel : 104 tonnes
- Charbon actif : 4 tonnes
- Bicarbonate de sodium : 50 tonnes

Il est proposé à Monsieur le préfet du Rhône de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'inspecteur de l'environnement

  
Pascal Restelli

Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet du Rhône  
Lyon, le

17 AVR. 2014

Pour la directrice et par délégation,  
Le Chef de l'Unité de Prévention des Pollutions, Santé et Environnement

  
Yves-Marie Vasseur

P.I. Gerard CARTAILLAC



## PROJET D'ARRETE COMPLEMENTAIRE

### MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES FINANCIERES POUR LA MISE EN SECURITE DES INSTALLATIONS

VU...

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter modifié de la Communauté Urbaine de Lyon en date du 11/05/2006,

Considérant ...

**Article 1 :** La société Communauté Urbaine de Lyon sis 20 rue du Lac à Lyon 3 est tenue de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations d'incinération situées 37 rue des Frères Perret à Saint-Fons.

**Article 2 :** Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent, conformément à l'article R. 516-1 5° du Code de l'Environnement, pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa	1ere échéance de constitution applicable
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	01/07/14

**Article 3 : Montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières des installations relevant de la première échéance de constitution du 1<sup>er</sup> juillet 2014 est fixé conformément à l'article 2 à 510 296 euros TTC.

**Article 4 : Délai de constitution des garanties financières**

L'échéancier de constitution des garanties financières est à choisir entre les deux options suivantes :

- Option 1 : En cas de constitution des garanties financières sous la forme d'un engagement d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans.

- Option 2 : En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation auprès de la Caisse des Dépôts et consignations :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

L'exploitant communiquera au Préfet, dans les délais prévus ci-dessus, le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

### **Article 5 : Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article R. 516-2 V du Code de l'Environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

### **Article 6 : Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- a minima tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ; l'indice TP01 servant de référence pour l'actualisation est l'indice de novembre 2013, soit 702,4.
- sur une période au plus égale à trois ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le taux de taxe sur la valeur ajoutée à prendre en compte lors de l'actualisation, noté TVAR, conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines est de 20 %.

### **Article 7 : Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières devra être révisé pour inclure les installations relevant de l'échéance de constitution du 1<sup>er</sup> juillet 2019. Le calcul révisé devra être transmis au préfet avant le 31 décembre 2018.

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 11 du présent arrêté.

### **Article 8 : Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **Article 9 : Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières quand une des obligations de mise en sécurité, de remise en état, de surveillance ou d'intervention telles que prévues à l'article R. 516-2-IV du Code de l'Environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée, et après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

### **Article 10 : Levée de l'obligation de garanties financières**

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 [ou R. 512-46-25], le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31 [ou R. 512-46-22], la date

à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'Environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### **Article 11 : Obligations d'information**

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant
- tout changement de formes de garanties financières
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du Code de l'environnement
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

#### **Article 12 : Quantités maximales de déchets**

En regard du montant des garanties financières proposées par l'exploitant et fixées par l'article 3 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets en attente de traitement ou produit sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs ci-dessous :

- Boues déshydratées : 600 tonnes
- Refus d'incinération brut : 50 tonnes
- Cendres : 30 tonnes
- Hypochlorite de sodium : 50 tonnes
- Ammoniac ou urée : 17 tonnes
- Soude : 13 tonnes
- Fuel : 104 tonnes
- Charbon actif : 4 tonnes
- Bicarbonate de sodium : 50 tonnes





**Direction de l'eau**  
Services Usines  
Unité Épuration et Traitement

Pierre Bénite, le 21 mars 2014

Votre interlocutrice : Céline GENET  
Tél. : 04.78.86.63.70 Fax : 04.78.50.91.65

Nos réf. : 140321\_CGE\_DSA\_FPE\_Réponse Dreal

Vos réf. : UTRS-CS-14-G3718A01-JC1303

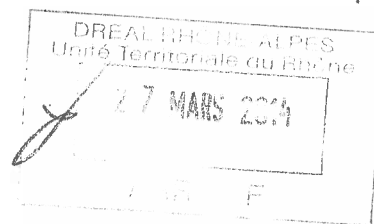
Objet : Constitution de garanties financières pour la  
mise en sécurité des installations en cas de  
cessation d'activité - Sites de St Fons et  
Pierre Bénite

P.J : Propositions de montants pour St Fons et  
Pierre Bénite

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement

A l'attention de Philippe NICOLET

69453 LYON CEDEX 06



Monsieur,

Pour répondre à votre courrier du 13 mars 2014 cité en référence, vous trouverez ci-joint les nouvelles propositions des montants de garanties financières.

Je vous prie d'accepter, Monsieur, mes courtoises salutations.

Frédéric Peillon  
Responsable ESU

Copie : Christelle BAUDOIN - Responsable de la station d'épuration Pierre Bénite



Tout le courrier doit être adressé à :  
**Monsieur le président de la communauté urbaine de Lyon**  
Direction de l'eau, 20, rue du Lac – BP 3103 – 69399 Lyon cedex 03  
Tél. : 04 78 63 40 40 – Fax : 04 78 95 89 74  
Adresse géographique : 117, boulevard Vivier Merle 69003 Lyon – métro Garibaldi  
[www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com)

mmunauté urbaine  
**GRANDLYON**



**Détermination du montant des garanties financières  
selon l'arrêté du 31 mai 2012**

64.3718

Les champs en couleur sont les seuls à renseigner

Commentaires

Explications

STEP	ST FONS				
Stock maxi boues déshydratées		600		Boues déshydratées	Nom de l'usine
Stock maxi REFIB (T)		50		REFIB	tonnage maximum (4 silos pleins)
Stock maxi Cendres (T)		30		Cendres	Refus d'incinération brut
Capacité stockage hypochlorite de sodium (T)		50		stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Capacité stockage ammoniacale ou urée (T)		17		stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Capacité stockage soude (T)		13		stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Capacité stockage FUEL (T)		104		stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Capacité stockage Charbon actif (T)		4		stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Capacité de stockage du bicarbonate de sodium (T)		50		stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Surface de la parcelle (hectares)		11			surface du site
<b>Elimination des produits dangereux et des déchets</b>					
<b>(ce sont les déchets produits par l'installation)</b>		<b>Me=CQ1+CQ2+CQ3+ΣCQi</b>	<b>206 420,00 €</b>		formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Coûts de transport, à la tonne km	Ctr (€/km)		- €	compris ds le cout traitement ou cout minime	
<b>Q1 : REFIB</b>					
Q1 totale de pdis et déchets dangereux à éliminer	Q1 (tonnes)	50			(si cout important : ajout dans le cout de traitement)
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q1	d1 (km)	420		REFIB	
Coûts de traitement unitaire pour Q1	C1 (€/t)	230			distance du site de traitement (rosières aux salines)
Coût total pour Q1 : REFIB	CQ1=Q1.(Ctr.d1+C1)	11 500,00 €			coût de traitement avec transport
<b>Q2 : BOUES DESHYDRATEES</b>					
Q2 totale de pdis et déchets non dangereux à éliminer	Q2 (tonnes)	600		BOUES DESHYDRATEES	coût compostage + cout transport (cf avenant SF)
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q2	d2 (km)	10			stockage maxi dans les 2 silos (seuil très haut)
Coûts de traitement unitaire pour Q2	C2 (€/t)	119			distance du site de stockage (filère en Allemagne)
Coût total pour Q2 : BOUES DESHYDRATEES	CQ2=Q2.(Ctr.d2+C2)	71 400,00 €			
<b>Q3 : CENDRES</b>					
Q3 totale de pdis et déchets non dangereux à éliminer	Q3 (tonnes)	30		Cendres	
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q3	d3 (km)	570			
Coûts de traitement unitaire pour Q3	C3 (€/t)	96			
Coût total pour Q3 : CENDRES	CQ3=Q3.(Ctr.d3+C3)	2 940,00 €			
<b>Q12 : Divers chimiques</b>					
Q12 totale de pdis et déchets à traiter avant élimination	Q12 (tonnes)	238		Divers chimiques	distance du site de traitement (chasse sur rhone)
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q12	d12 (km)	20			coût selon un devis JB de 2013, transport compris
Coûts de traitement unitaire pour Q12	C12 (€/t)	500			
Coût total pour Q12 : Divers chimiques	CQ12=Q12.(Ctr.d12+C12)	119 000,00 €			
<b>Q13 : Charbon actif</b>					
Q13 totale de pdis et déchets à traiter avant élimination	Q13 (tonnes)	4		Charbon actif	coût de traitement
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q13	d13 (km)	180			ajout de 850€ pour le transport
Coûts de traitement unitaire pour Q13	C13 (€/t)	180			
Coût total pour Q13 : Charbon actif	CQ13=Q13.(Ctr.d13+C13)	1 500,00 €			
<b>Pose d'une clôture et de panneaux</b>					
Existence d'une clôture?	Me=P*Co+np*Pp	oui	465,00 €		formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Périmètre de la parcelle	P (m) = 4* racine (surface)		1600	périmètre du site (en m)	si oui, le cout de réalisation de la clôture est retiré du montant des garanties
Coût du linéaire de clôture	Cc (€/m)		50,00 €		parcelle considérée comme un carré
Nombre d'entrées au site	Nc		1		fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Nombre de panneaux de restriction	np=Nc+P/50		31		formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Coût unitaire d'un panneau	Pp		15,00 €		fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
<b>Contrôle des effets de l'installation sur l'environnement</b>					
Existence de piézomètre?	Me=Np*(Cp*h+C)+Cd	oui	68 000,00 €	3 puits eau de nappe	formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Nombre de piézomètres à installer	Np		0		si oui, le cout de réalisation des piézomètres est retiré du montant des garanties
Coût unitaire d'un piézomètre	Cp (€/m)		300,00 €		fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Profondeur des piézomètres	h (m)		10		
Coût du contrôle de la qualité des eaux sur la base de 2 campagnes	C (2000 € / piézomètre)		6 000,00 €		fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Coût d'un diagnostic de pollution des sols	Cd=60 000 € + 2 000 €/hectare au-delà d		62 000,00 €		
<b>Neutralisation des cuves enterrées présentant un risque</b>					
Coût fixe de préparation et nettoyage	Mi=Cn+V*Pi*Na		3 500,00 €		formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Volume total des cuves à traiter	Cn		2 200,00 €		fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Prix du remblai béton (fixe)	V (m3)		10		volume de toutes les cuves du sites à traiter
Nombre de cuves à traiter	Pb (€/m3)		130		fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
	Na		1	une cuve enterrée FOD bât adm	
<b>Coût de gardiennage (pour 6 mois)</b>					
Coût horaire d'un gardien	Mg=Cg*Hg*Ng*6		172 800,00 €		formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Nombre d'heures de gardiennage par mois	Cg (€/h)		40,00 €		fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Nombre de gardiens nécessaires	Hg		720		
	Ng		1		
<b>Coefficient pondérateur (gestion chantier)</b>					
Index de référence	Sc		1,1		fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Index à date : avril 2012	index0=TP01@janvier 2011		687,7		
TVA0	index=TP01@date		702,4	Date : novembre 2013	ne pas modifier la valeur de l'indice
TVAr	TVA@janvier 2011		20,00%		
Index de révision	TVA@date		20,00%		
	α=(Index/indext0)*[(1+TVAr)/(1+TVA0)]		1,05		formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
montant global des garanties financières :	M=Sc(Me+α(Mi+Mc+Ms+Mg))		510 295,83 €		formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012

